

Service Santé et Protection Animales - Environnement  
Hôtel des finances du Prado  
22 rue Borde  
13285 MARSEILLE Cedex 08

MARSEILLE, le 14/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PROVENCE AQUACULTURE (Sarl)**

Archipel du FRIOUL  
13001 Marseille

Références : n° 2023 00767  
Code AIOT : 0006411657

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement PROVENCE AQUACULTURE (Sarl) implanté Archipel du FRIOUL 13001 Marseille. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROVENCE AQUACULTURE (Sarl)
- Archipel du FRIOUL 13001 Marseille
- Code AIOT : 0006411657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Provence Aquaculture exploite une ferme aquacole d'élevage de bars dans la calanque de Pomègues dans l'archipel du Frioul à Marseille. La capacité de production est limitée à 60 tonnes par an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 2	/	Sans objet
3	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 7.4	/	Sans objet
4	Prévention pour la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 8.2	/	Sans objet
5	Prévention pour la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 9	/	Sans objet
6	Prévention pour la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 10	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 13	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 7.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La maîtrise de l'incidence de l'exploitation sur le milieu marin est insuffisamment justifiée :

- les conclusions des derniers rapports de suivi des effets de l'exploitation sur le milieu marin n'ont pas été fournies (notamment le rapport de 2021 - études et prélèvements en mer réalisés mais conclusions encore non transmises par le laboratoire de référence),
- les hydrocarbures sont stockés sur une plateforme en mer (risque de contamination du milieu en cas de fuite),
- lavage des filets sur un site extérieur sans justification des conditions de gestion et informations des services de l'Etat.

L'exploitant devra fournir dans un délai de 15 jours

- soit un porter à connaissance, détaillant le stockage de l'alimentation des poissons sur un nouveau site et l'externalisation du lavage des filets. Celui-ci sera adressé au service de la préfecture en charge des installations classées,
- soit un échéancier qui précise dans quel délai ce porter à connaissance sera fourni.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration Annexes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet
<b>Constats :</b> Le local de stockage d'alimentation des poissons (près du port de l'île du Frioul) et l'activité de lavage des filets externalisée (sur le site du marché au gros de poisson de Saumaty) n'ont pas été officiellement portés à connaissance de l'administration.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Règles d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 7.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans l'installation
<b>Constats :</b> La surveillance de l'établissement est effectuée par des personnes ayant une bonne connaissance du fonctionnement, des dangers, du matériel utilisé et de la gestion des produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Règles d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 7.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Vérification périodique des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, puis tous les 3 ans au moins par une personne compétente
<b>Constats :</b> La vérification des installations électriques a été réalisée le 09/11/2022. Le rapport de vérification daté du 23/12/2022 mentionne des dysfonctionnements du dispositif différentiel et de la continuité à la terre de la masse. Des documents nécessaires à la vérification n'ont pas été fournis lors de ce contrôle : le plan des locaux avec indication des locaux à risque particulier d'influences externes, les rapports de vérifications périodiques antérieurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prévention pour la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 8.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions afin qu'il n'y ait aucun rejet dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Les hydrocarbures sont stockés sur une plateforme en mer dans la calanque de Pomègues qui ne peut garantir le risque de fuite dans le milieu naturel.  Les produits anesthésiants destinés à immobiliser certains poissons lors du comptage ou des mesures de paramètres zootechniques ne sont pas stockés de la même manière dans des bacs étanches garantissant l'absence de fuite dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Prévention pour la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Suivi de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats du programme de suivi portant sur l'eau feront l'objet d'un rapport annuel de la part de l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'étude des effets de la pisciculture sur le milieu marin a été menée pour l'année 2021 (résultats d'analyses fournis). Cependant, la transmission du dernier rapport sur le suivi des effets de l'exploitation piscicole sur le milieu marin (Campagne de suivi 2021) n'a pas encore été délivrée par le cabinet délégué à l'étude et ne permet pas de conclure sur la qualité des points de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention pour la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Registre des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra tenir à jour un registre de fonctionnement des installations sur lequel figureront les problèmes éventuellement rencontrés dans l'élevage (mortalité, maladies,...), l'utilisation des produits zoosanitaires (antibiotiques, antiseptiques, hormones,...), les dates de nettoyage des filets, dragages. Il ne sera procédé à aucun nettoyage de cage ou d'installation flottante en mer. Les filets seront nettoyés après séchage sur une aire appropriée et les produits issus de ce nettoyage seront récupérés et évacués avec les déchets d'exploitation.
<b>Constats :</b> Le registre d'élevage est tenu, une partie est archivée sur papier l'autre est informatisée.  Les filets ne sont plus nettoyés uniquement sur site. En effet, après séchage et grattage sur l'exploitation, ceux-ci sont lavés en machine sur le site du MIN de Saumaty. Or, la récupération et l'évacuation des déchets qui en sont issus ne sont pas connues. Cela constitue une extension de l'établissement non déclarée par un porter à connaissance au préfet. Les déchets solides récupérés au niveau de l'aquaculture sont éliminés aux ordures ménagères.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, article Art 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la quantité de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.
<b>Constats :</b> Un registre des déchets conforme à la réglementation en vigueur indiquant leur codification CE, leur dénomination et leurs filières respectives d'élimination ou de valorisation n'est pas mis en place.  Par exemple la traçabilité d'élimination des eaux usées n'est pas assurée (date de vidange, mode d'évacuation et lieu de vidange)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Remarque : dans le cadre de l'activité d'aquaculture, des compresseurs et des bouteilles de plongée sont utilisés. L'article 6 Chapitre III de l'arrêté du 20/11/2017 "relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple" prévoit que l'exploitant dresse une liste des équipements sous pression exploités qui indique à minima, pour chaque équipement :

- le type d'équipement,
- le régime de surveillance,
- les dates des précédentes et prochaines réalisations des inspections périodiques (IP) et requalifications périodiques (RP).